



La Dépêche

L'actualité économique



N° 731 - Lundi 16 Décembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)

LES TITRES

La Côte d'Ivoire se prononce pour des échanges économiques avec l'Iran

page 1

UEMOA : Le déficit budgétaire retombe à 2,7% du PIB à 1 503 milliards FCFA à fin septembre 2019

page 2

CEDEAO : l'échéance d'une monnaie unique en 2020 s'éloigne

page 2

La dette extérieure des pays de l'UEMOA dépasse 26 000 milliards FCFA en 2018

page 2

Vers la fin de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis ?

page 3

En 2020, les compagnies aériennes africaines perdront collectivement 200 millions USD

page 3

L'économie bleue, un potentiel africain gigantesque qui nécessite d'abord de vaincre la piraterie et la pêche illicite

page 3

À LA UNE

La Côte d'Ivoire se prononce pour des échanges économiques avec l'Iran



L'Ambassadeur Ivoirien en Iran, SEM Nakamolo WATTARA a affirmé au cours d'une conférence en Iran que La province de Kerman (Sud-Est de l'Iran) peut répondre à des besoins de son pays .

Evoquant les importations du pays qui sont pour la plupart des produits agricoles, l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Iran, a déclaré que **la province de Kerman peut répondre à des besoins de son pays sur ce plan.**

S'exprimant jeudi, 12 décembre, à la Conférence de Commémoration des Exportateurs de la province de Kerman, au Sud-Est de l'Iran, l'Ambassadeur Ivoirien en poste à Téhéran, **SEM Nakamolo WATTARA**, a ajouté : « La Côte d'Ivoire produit 2 millions de tonnes de cacao par an, qui classe le pays au premier rang mondial. Nous avons le même rang dans la production de café et de caoutchouc ».

Source : <https://fr.news-front.info/2019/12/14/cote-d-ivoire-se-prononce-pour-des-echanges-economiques-avec-l-iran/>

UEMOA : Le déficit budgétaire retombe à 2,7% du PIB à 1 503 milliards FCFA à fin septembre 2019

(3,3%) au troisième trimestre 2018 à 1 503,2 milliards FCFA (2,7%), en raison d'une progression plus importante des recettes que celle des dépenses publiques.

Les recettes et dons collectés par l'ensemble des pays de l'Union sont en effet ressortis à 11 348,2 milliards FCFA à fin septembre 2019, en hausse de 18,3% (+1 757,7 milliards FCFA) par rapport à la même période de l'année précédente. Cette augmentation est essentiellement imputable à la hausse de 1 309 milliards FCFA (+16,7%) des recettes fiscales.

Notons que ce renforcement de la collecte des ressources fiscales est observé dans tous les pays de l'Union même si les plus importantes augmentations ont été enregistrées au Mali (+35,9%), au Togo (+22,4%) et au Sénégal (+22,4%). Parallèlement aux ressources, les dépenses et prêts se sont établis à 12 851,4 milliards FCFA sur la période, en nette augmentation de 12,5% en glissement annuel. Cet accroissement des dépenses publiques s'explique par l'augmentation combinée des dépenses en capital (+13,4% à 3 923,6 milliards FCFA) et des dépenses courantes (+10,2% à 8 570 milliards FCFA). Plus, spécifiquement, les intérêts payés sur la dette se sont élevés 954,3 milliards FCFA (+14,8%), soit 10,4% des recettes fiscales sur les trois premiers trimestres 2019.

Source :

https://www.sikafinance.com/marches/uemoa-le-deficit-budgetaire-retombe-a-2-7-du-pib-a-1-503-milliards-fcfa-a-fin-septembre-2019_20033

L'exécution budgétaire dans l'UEMOA s'est traduite, au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, par une atténuation du déficit budgétaire qui est passé de 1 830,1 milliards FCFA



UEMOA : Le déficit budgétaire retombe à 2,7% du PIB à 1 503 milliards FCFA à fin septembre 2019.

CEDEAO : l'échéance d'une monnaie unique en 2020 s'éloigne

A ce jour, seul le Togo respecterait les exigences et critères principaux pour la mise en place d'une monnaie unique sous-régionale, parmi les pays de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'information, rapportée par l'Agence de Presse du Nigeria (NAN), émane de Zainab Ahmed, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification du Nigeria, à l'issue de la réunion du Comité des Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales de la CEDEAO, sur la question de la monnaie unique, qui s'est tenue la semaine dernière.

Rappelons que, selon la Commission de la Cedeao, une future monnaie commune exige notamment: des critères de convergence, un régime de change flexible, la lutte contre l'insécurité et la collaboration entre les pays membres de la communauté.

Ainsi, relève la Ministre nigériane, avec un seul pays répondant à la majorité des critères, la date butoir de 2020 semble difficile à tenir pour la monnaie unique.



Seul le Togo respecterait les exigences et critères principaux pour la mise en place d'une monnaie unique sous-régionale, parmi les pays de la CEDEAO.

Quoi qu'il en soit, les Chefs d'Etat de l'espace communautaire devraient se réunir à Abuja, le 21 décembre prochain, pour examiner les recommandations des Ministres des Finances, concernant le régime de monnaie unique proposé pour la sous-région.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gouvernance-economique/1312-72077-cedeao-l-echeance-d-une-monnaie-unique-en-2020-s-eloigne>

La dette extérieure des pays de l'UEMOA dépasse 26 000 milliards FCFA en 2018

Plusieurs pays à revenu faible et/ou intermédiaire s'emploient à trouver une alternative aux sources traditionnelles de financement et enregistre une forte augmentation de la dette extérieure. La dette extérieure des pays

d'Afrique subsaharienne a augmenté plus rapidement que dans les autres régions après la crise financière de 2008. Plus, de la moitié des pays de la région ont vu leur encours de la dette extérieure doubler. L'augmentation de l'encours de la dette extérieure au cours de la même période est plus prononcée pour certains pays: 885% pour l'Éthiopie, 521% pour la Zambie, 437% pour l'Ouganda et 395% pour le Ghana.

L'euro-obligation souveraine du Ghana, émise en 2007, a marqué l'entrée des pays africains sur les marchés financiers internationaux. Au niveau des 8 pays de l'UEMOA, leurs dettes extérieures cumulées ont atteint 26 366 milliards FCFA en 2018, en hausse de 20% par rapport à 2017. Comparé à leur niveau de 2008, le stock de la dette des pays de l'Union a quasiment doublé en passant de près de 14 000 milliards FCFA à plus de 26 000 milliards FCFA en 2018.

Source :

https://www.sikafinance.com/marches/la-dette-exterieure-des-pays-de-luemoa-depasse-26-000-milliards-fcfa-en-2018_20031chine-et-lafrique-a34034.html

SIKA FINANCE	Stock Dette Extérieure (Milliards FCFA)							Var 2018 Vs 2017		Var 2018 Vs 2008	
	2008	2014	2015	2016	2017	2018					
Bénin	565	1 184	12 632	1 343	1 681	2 141	+27%	+279%			
Burkina Faso	919	1 480	1 527	1 639	1 815	1 996	+5%	+107%			
Cote d'Ivoire	7 521	5 667	6 604	6 640	7 798	9 083	+16%	+21%			
Guinée Bissau	638	157	183	171	199	244	+23%	-62%			
Mali	1 192	2 006	2 141	1 198	2 538	2 840	+22%	+138%			
Niger	558	1 174	1 299	1 470	1 774	1 891	+7%	+239%			
Sénégal	1 654	3 266	3 424	1 879	5 160	7 241	+40%	+338%			
Togo	952	572	617	679	948	1 021	+8%	+7%			
TOTAL	13 998	15 525	28 427	18 019	21 911	26 366	+20%	+88%			

Source : Banque Mondiale

La dette extérieure des pays de l'UEMOA dépasse 26 000 milliards FCFA en 2018/2000 et 2018

Vers la fin de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis ?

Les deux pays ont annoncé un accord préliminaire après 19 mois d'opposition. Le traité aborderait notamment le transfert de technologie et d'agriculture. C'est la fin d'un terrible conflit économique lancé il y a désormais 19 mois. Après une véritable guerre commerciale qui a impacté fortement l'économie mondiale, **la Chine et les États-Unis semblent prêts à enterrer la hache de guerre**. Ils ont annoncé vendredi un accord préliminaire. « **Les deux pays sont parvenus à une identité de vue sur le texte d'un accord économique et commercial préliminaire** », a annoncé depuis Pékin un vice-ministre du Commerce, **Wang SHOUWEN**, évoquant des réductions progressives des droits de douane américains. Washington et Pékin sont convenus de réaliser au plus vite l'examen juridique et la traduction de l'accord, avant de procéder à sa signature finale, a déclaré **Wang SHOUWEN**, sans toutefois avancer de date. Le 11 octobre, le Président Américain **Donald TRUMP** avait déjà annoncé un accord de principe portant essentiellement sur des achats supplémentaires agricoles. Mais ce



C'est la fin d'un terrible conflit économique lancé il y a désormais 19 mois. La Chine et les États-Unis semblent prêts à enterrer la hache de guerre.

Source :

https://www.lepoint.fr/economie/vers-la-fin-de-la-guerre-commerciale-entre-la-chine-et-les-etats-unis-13-12-2019-2353078_28.php

En 2020, les compagnies aériennes africaines perdront collectivement 200 millions USD

le mercredi 11 décembre 2019.

Selon l'institution, les transporteurs africains enregistreront une perte collective de 200 millions USD en 2020, un résultat similaire à celui attendu à l'issue de cette année 2019.

Cette contre-performance financière s'explique par des taxes et redevances gouvernementales élevées, un faible taux de remplissage et des coûts d'exploitation deux fois plus élevés que la moyenne de l'industrie aérienne mondiale.

Malgré une croissance économique relativement bonne en 2019, et qui devrait augmenter en 2020, « les marchés africains restent extrêmement fragmentés, et inefficacement desservis ». Ceci du fait de l'absence, jusqu'à présent, d'un Marché unique du transport aérien africain (MUTAA).

Par contre, sur le plan international, l'IATA s'attend à ce que 2020 soit une meilleure année que 2019, plus stable ; celle-ci ayant été marquée par l'impact des guerres commerciales. Grâce à la trêve, au maintien à un niveau relativement bas des prix du carburant et à l'éloignement de la menace d'une récession, le chiffre d'affaires des compagnies membres devrait atteindre 872 milliards de dollars (+4 %) et le bénéfice net 29,3 milliards de dollars (+13,13 %).



En 2020, les compagnies aériennes africaines perdront collectivement 200 millions USD

Source :

<https://www.agenceecofin.com/transports/1312-72088-en-2020-les-compagnies-aeriennes-africaines-perdront-collectivement-200-millions-usd-iata>

L'économie bleue, un potentiel africain gigantesque qui nécessite d'abord de vaincre la piraterie et la pêche illicite

» pour laquelle l'Afrique dispose d'un potentiel gigantesque.

L'économie bleue désigne l'ensemble des activités économiques basées sur les milieux marins et les eaux douces. D'après la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), elle comprend « les océans et les mers, les rivages et les berges, les lacs, les cours d'eau et les nappes souterraines. Elle embrasse un éventail d'activités, directes ou dérivées, qui vont de la pêche à l'exploitation minière sous-marine en passant par l'aquaculture, le tourisme, les transports, la construction navale, l'énergie ou la bioprospection ».

A l'ère d'une diversification de leurs sources de financement, les pays africains cherchent de nouvelles alternatives pour développer des économies plus durables, fortes et résilientes.

Pour de nombreux experts, l'une de ces alternatives est « l'économie bleue



« L'économie bleue » est l'une des alternatives pour les pays africains pour développer des économies plus durables, fortes et résilientes.

Source :

<https://www.agenceecofin.com/hebdop2/1012-71970-l-economie-bleue-un-potentiel-africain-gigantesque-qui-necessite-d-abord-de-vaincre-la-piraterie-et-la-peche-illicite>



Direction Générale de l'Economie

LA VALEUR QUALITE DU MOIS

LA DIGNITE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union - Discipline - Travail



Mais qu'est-ce qui se passe! Messieurs les agents de la DGE vous vous battez dans votre service?

Oui et alors tu te prends trop dans le service ici; tu as trouvé garçon devant toi.

Bilé hier c'est à moi que tu as manqué de respect; aujourd'hui tu vas me connaître.

- ▶ éviter de poser des actes ou actions de nature à porter préjudices à l'image et à la crédibilité de l'institution.
- ▶ faire preuve d'une bonne tenue en toutes circonstances ;
- ▶ avoir une attitude dans sa tenue vestimentaire, son langage, ses relations avec ses supérieurs hiérarchiques, ses collègues et les usagers/clients ;



VQM
DECEMBRE
2019



Direction Générale de l'Economie

Tél : 20 20 09 09 / BP V 163 Abidjan